



RESEARCH ARTICLE

OPEN ACCESS

EXTENSION URBAINE ET QUALITE DE VIE DANS LA COMMUNE D'ABOBO

*KAM Oleh, MOUROUFIE Kouassi Kouman Vincent and KOUAKOU Kouamé Jean-Louis Cyrille

Institut d'Ethno-Sociologie (IES) de l'Université Félix Houphouët Boigny d'Abidjan Cocody

ARTICLE INFO

Article History:

Received 19th November, 2019
Received in revised form
26th December, 2019
Accepted 04th January, 2020
Published online 27th February, 2020

KeyWords:

Extension urbaine,
Qualité de vie, Urbanisation,
Risques environnementaux et sanitaires,
Aménagement.

*Corresponding author: KAM Oleh,
MOUROUFIE Kouassi Kouman Vincent,

ABSTRACT

L'urbanisation est un problème de gouvernance urbaine. En effet, la ville d'Abidjan a beaucoup évolué et à des proportions non maîtrisées. La crise économique qu'a connue la Côte d'Ivoire dans les années 80 et la démographie galopante du fait de la crise de 2011 a favorisé un problème de logement qui a affecté la qualité de vie des populations. L'objectif de cette étude vise à comprendre la qualité de vie des populations d'Abobo par rapport à leurs réalités socioéconomiques et psychologiques dans les zones péri-urbaines. Pour son élaboration, cette étude s'est appuyée sur la démarche mixte (qualitative et quantitative) en vue de la consultation des données. Au total, 404 personnes ont été interrogées. Les outils de collecte des données utilisés sont la recherche documentaire, l'observation, le guide d'entretien et le questionnaire. L'analyse des données procède par l'étude menée à partir de la théorie fonctionnaliste et la méthode compréhensive. Les résultats se présentent en deux rubriques à savoir: l'identification de l'enquêté et les risques socio-environnementaux. Ainsi, l'étude révèle que l'âge moyen des populations est de 30 à 50 ans. En outre, la durée moyenne de présence des populations sur le site de l'étude est de 9 ans et plus soit 84,50% des enquêtés. Par ailleurs, l'étude révèle que les risques socio-environnementaux auxquels sont confrontés les populations sont liés à la qualité de vie c'est-à-dire l'insécurité, l'inaccessibilité du site, le bien-être des populations lié à la mauvaise qualité de l'eau et la santé ainsi que le niveau de dégradation de l'environnement (l'insalubrité).

Copyright © 2020, KAM Oleh, MOUROUFIE Kouassi Kouman Vincent and KOUAKOU Kouamé Jean-Louis Cyrille. This is an open access article distributed under the Creative Commons Attribution License, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

Citation: KAM Oleh, MOUROUFIE Kouassi Kouman Vincent and KOUAKOU Kouamé Jean-Louis Cyrille. 2020. "Extension urbaine et qualite de vie dans la commune d'abobo", *International Journal of Development Research*, 10, (02), 33984-33993.

INTRODUCTION

La politique urbaine de la Côte d'Ivoire était tournée vers un urbanisme de qualité axé sur la promotion de l'habitat par le truchement de plans directeurs successifs (R. Parenteau et F. Charbonneau, 1992, P.417). En analysant minutieusement la planification d'Abidjan on a pu voir dès 1928 concernant cette agglomération, le premier plan d'aménagement qui prévoyait le tracer du Plateau et de Cocody, la localisation du port et le dessin du canal de Vridi. Après vinrent les plans Badani (1952); Setap (1960); les études de la SEMA et le plan Aura (1967) qui se sont accentués sur la planification économique et urbaine de ladite ville. C'est fort de cela que les sociétés immobilières comme la Sicogi et la Sogefiha sont nées (J.N'Guessan et al, 2010, P.64). Suite à la récession économique profonde que le pays a vécu, l'Etat s'est retiré peu à peu du secteur de l'habitat au profit des initiatives privées, ce qui a eu un grand retentissement au niveau de la ville tout entière (K. Sommer, 2012, P.16). La rapidité avec laquelle les villes grandissent et la population urbaine augmente est un

phénomène général dans les pays sous-développés. A l'instar de la plupart des villes ivoiriennes, le paysage urbain d'Abidjan a considérablement évolué.

Le tissu urbain abidjanais s'est étalé à de très grandes proportions au-delà des limites prévues par les plans et schémas directeurs d'urbanisme. De plus vu que l'initiative de l'habitat a été laissée au privé, aux particuliers et aux communautés villageoises dans certains cas, le standing urbanistique a commencé à être en déphasage avec les normes arrêtées. Celles-ci prévoyaient le style des maisons, le recul maison, les alignements, la hauteur des bâtis, les matériaux, les zones constructibles, la voirie, les espaces verts et ceux des aménagements publics qui n'ont pas été respectées par les nouveaux urbanistes indépendants. L'espace résultant est profondément différencié. La ville, dont la population a été gonflée par la crise politique qui secoue le pays depuis 2002, connaît à présent des insuffisances profondes au niveau des services et des équipements en périphérie urbaine. (H. Amandine, 2009, P. 3).

De là est née la dynamique des quartiers précaires pour la plupart sur la base de l'extension urbaine. Ces quartiers sont dans des situations qui gênent ou dans des positions géographiques empreintes de dangers et risques environnementaux. Ainsi, l'environnement sanitaire et social portent de graves préjudices à la qualité de vie dans les quartiers défavorisés. (K.Dongo et al, 2009, P. 5). Abidjan est aussi empreinte de ces réalités à tous les niveaux. Dans toutes les communes de la ville, on constate la présence de quartiers construits dans une précarité sans précédent, la voirie quasi inexistante, l'assainissement n'y est pas ou encore est dépassé, des risques environnementaux omniprésents, que de problèmes qui rendent la vie difficile aux habitants. Partout aujourd'hui, on construit pour répondre au besoin de logement des gens qui en demandent de plus belle. Plusieurs zones d'habitats d'Abidjan sont construites en toute négligence des plans directeurs à savoir: Niangon continu, Gesco pays-bas Cocody-m'pouto, mossikro, micao n'dotrè, anyama, route d'Alépé, Abobo-baoulé, Belle-ville et derrière rail, etc. Pour ne citer que les communes d'Abobo, Cocody et Yopougon (J-M. Petemanagnan et al, 2017, p.425). Spécifiquement dans la commune d'Abobo, cette situation a favorisé un développement physique très important. Jusqu'en 1965, Abobo était une zone non urbaine composée de villages dont la superficie n'excédait guère 40 ha (ASDA /analyse de l'évolution de l'occupation du sol). De 1960 à 1980 des programmes d'habitat planifiés ont commencé à voir le jour. Cela a entraîné l'évolution de la tâche urbaine allouée à l'habitat de 64 ha à 428 ha soit 60% de la tâche urbaine totale (ASDA).

Ainsi de 1975 à 1989 l'habitat à Abobo s'est accaparé 1612 ha sur 2137 ha de tâche urbaine totale. Après cette évolution spectaculaire la commune a encore pris de la forme en passant à 267 ha de tâche urbaine de plus de 1989 à 1993 selon le rapport ASDA. Il est à noter que cette évolution urbaine depuis ce temps, particulièrement l'amorce des années 80 s'est faite d'une part, suite au désengagement de l'Etat vis-à-vis de l'immobilier et d'autre part, après sa reprise en main par les privés. Cette situation a favorisé à son tour la naissance des quartiers spontanés, des habitats anarchiques ne respectant plus les règles d'urbanisme étant donné le manque de regard et d'intérêt de l'administration. (F. Leimdorfer, 2002, P.235). Cependant, l'Etat ivoirien en tant que législateur et garant du développement humain de la population a réagi au travers du plan ORSEC (Organisation des Secours) mené par l'Office National de la Protection Civile. Le gouvernement ivoirien a annoncé, par un communiqué officiel, le déclenchement d'un plan ORSEC dans le département d'Abidjan pour la première fois le 16 juin 2016 sur la base du décret n°79-643 du 8 août 1979 portant organisation du plan Secours à l'échelon national en cas de catastrophe. Ce plan qui a pour objectifs de prévenir les sinistres, organiser les secours en cas de sinistre et résoudre les problèmes post-sinistres, a été enclenché par le parcourt des communes d'Abidjan pour identifier les maisons qui sont situées dans les zones à risques et ensemble avec le comité, trouver des solutions à ce problème. (M. Kinakpefan, 2016, p.52). Particulièrement, les eaux de la pluie et les tornades qui caractérisent les saisons ont entraîné des glissements de terrains, des éboulements, des inondations et des vents violents sur une grande partie du territoire national et en particulier dans les communes d'Abidjan. Plusieurs maisons ont ainsi été détruites et certains sites ont été réaménagés, parallèlement les populations déguerpies ont été relogées et/dédommagées en fonction de leur condition. En effet, une croissance urbaine

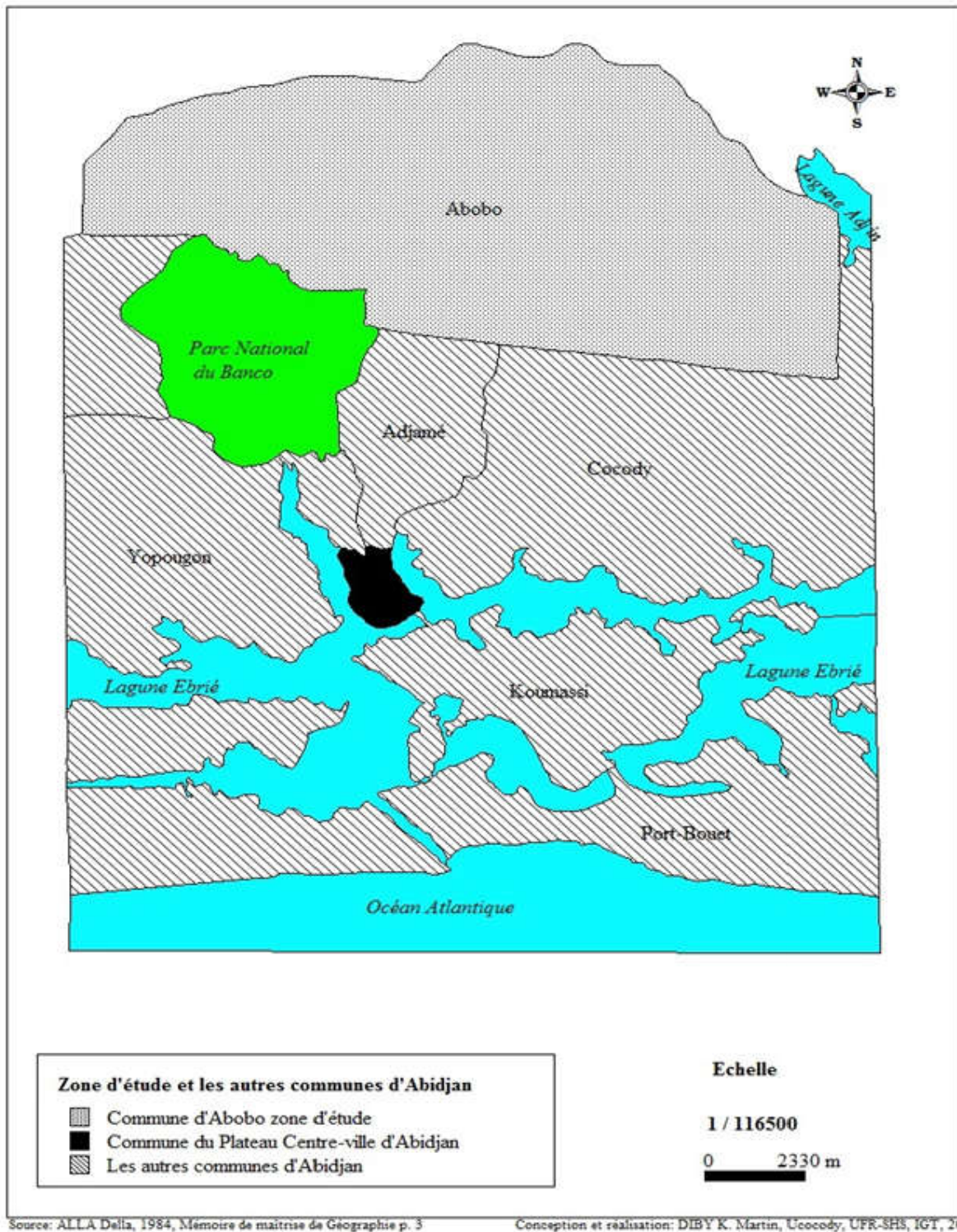
accélérée se traduit toujours par une consommation importante d'espace. Ainsi, depuis les années 50 les surfaces urbaines ont été multipliées par 20 voire 40 poussant les citoyens à occuper les zones dangereuses (M. Kamenan, 2015, P.24). Le sous-quartier Bocabo situé dans la commune d'ABOBO derrière rail n'échappe à cette réalité. Ce site de lotissement pour la majorité villageois présente un cas typique, dans ce quartier les voies d'accès existantes sont en de très mauvais états, des morcellements de domaines publics sont recensés, on observe des thalwegs, des ravins, etc.

Tous les ans, à toutes les saisons pluvieuses on déplore des morts, des glissements de terrains, des dommages matériels et des inondations. Les rues du quartier sont des dépotoirs spontanés qui persistent et résistent aux opérations de salubrité si elles existent en ces lieux. A cela, s'ajoute le fait que l'électrification publique et/ou domestique est défaillante, ce qui influe fortement sur la sécurité globale du site: agressions, vols et viols étant le quotidien des populations. Dans ce quartier, on peut observer des milliers de personnes de tous âges vivant dans cet environnement tel que décrit ci-dessus. Il est clair que tous les aménagements urbains ou ruraux entrepris ont pour but de solutionner les problèmes des hommes et il en sera ainsi à chaque fois que le besoin se fera sentir. Cependant, vu que toutes les initiatives recensées ne présentent pas à coup sûr un avantage pour les bénéficiaires, une réflexion essentielle s'impose: Quelles raisons ont des habitants à demeurer dans des zones à risque d'aménagement extensif non règlementaires? Le sens profond de cette interrogation réside dans la capacité et la qualité des aménagements à produire le bien-être social, d'autant plus que vivre bien suppose des conditions et situations à la fois matérielles et immatérielles. De ce fait, cet article propose l'analyse des raisons de la vie de milliers d'habitants dans des zones d'extension urbaine à hauts risques socio-environnementaux. Ainsi, on peut appréhender de manière suffisamment claire et mesurer avec précision les conditions de vie dans les quartiers d'aménagement extensif, les influences économiques et sociales des aménagements sur les citoyens, les risques des aménagements non planifiés dans la zone urbaine. Aussi, l'étude expose les raisons qui amènent les populations à s'aventurer dans les quartiers sous-urbanisés.

METHODOLOGIE

Site de l'étude: Abobo est l'une des communes de l'espace périphérique nord d'Abidjan. Elle est limitée au Nord par la commune d'Anyama, à l'Est par les communes de Bingerville et de Cocody. Au Sud, nous rencontrons la forêt du Banco, qui est la limite naturelle avec les communes d'Attécoubé et d'Adjamé. A l'Ouest, il existe les limites de la Sous-préfectures de Songon. La commune d'Abobo est un vaste territoire subdivisé en 28 secteurs et 72 quartiers. Elle a connu, depuis une quarantaine d'années, une croissance démographique importante. La population est passée de 134 000 habitants en 1975 à 1 030 658 habitants en 2014, soit 23,4 % du poids démographique d'Abidjan. (M. Diby, 2018, P. 31).

Récolte des données: Les activités de collectes des données ont été menées durant tout le premier trimestre de l'année 2015 dans la commune d'ABOBO plus précisément dans le quartier de Bocabo/ Derrière-rail. Pour sa réalisation, cette étude mobilise l'approche mixte qui repose sur l'analyse quantitative et qualitative. Cette dernière s'appuie également sur des données documentaires, d'observation et d'enquêtes de terrain.



A cet effet, des guides d'entretien et des questionnaires ont été utilisés. La cible de cette étude était les ménages vivant sur le site défini. Le choix des répondants s'est aussi porté sur les chefs de ménages en l'occurrence le père ou la mère vu qu'ils sont les personnes qui ont la charge de la famille et les décideurs principaux. Aussi, tout responsable de la jeunesse et représentants des entités étatiques (Le Ministère de la construction et du logement, de l'assainissement et de l'urbanisme ; le Ministère de la salubrité de l'environnement et du développement durable ; le Ministère de la santé, les représentants des Mairies de ce quartier) ont été interrogés. L'échantillon de l'étude a été élaboré par la méthode non probabiliste qui implique l'utilisation d'un échantillonnage raisonné où le chercheur sélectionne un échantillon qui paraît

typique à la population cible des personnes enquêtées. La méthode par saturation a permis d'identifier 36 personnes concernant l'approche qualitative. S'agissant de l'approche quantitative, le nombre total des enquêtés qui s'élève à 368 personnes.

De la sorte, tous les acteurs intervenants dans la gestion de l'urbanisation, de l'assainissement de l'environnement et la qualité de vie des populations sont également ciblés dans l'échantillon ainsi que les populations concernées.

Analyse et Interpretation des Données: Les analyses compréhensive et fonctionnaliste ont été mobilisées dans le cadre de cette étude. L'usage de la méthode compréhensive

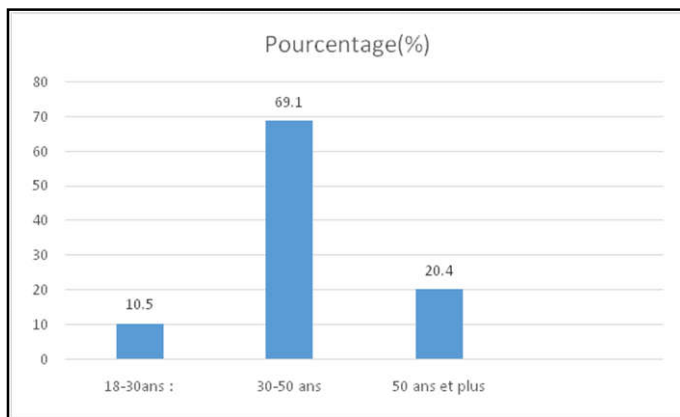
permet d'appréhender la perception des populations sur les motivations de s'installer dans les extensions urbaines comme Bocabo. Ainsi, l'approche compréhensive permet de mieux cerner les problèmes socio-économiques de cet environnement urbain aménagé et ses conséquences sur les populations. Quant à la théorie fonctionnaliste, elle met en exergue le fonctionnement du système qui sous-tend l'aménagement à Bocabo. Ainsi, cette relation fonctionnelle est relative aux idéologies, motivations et responsabilités des acteurs sociaux de l'extension urbaine.

RÉSULTATS

Les résultats se structurent autour de deux rubriques à savoir: l'identification de l'enquête et les risques socio-environnementaux sur le site.

Identification de l'enquête

Age des enquêtés



Source enquête, 2018

Figure 1. Répartition des enquêtés selon leur âge

En première analyse, au niveau de l'identification des enquêtés, la figure 1 révèle que l'âge moyen des hommes et des femmes est de 30 à 50 ans. Les propos de K.D., chef de ménage le confirment:

« Les gens sont en majorité jeunes et ils ont entre 30 et 50 ans pour la plupart. Abobo est une commune qui regorge assez de jeunes » (Entretien réalisé en 2018).

C'est ce que relève K.P., le président des jeunes du quartier:

« Le quartier Bocabo est le secteur des jeunes, c'est la cas pour toute la commune d'Abobo qui regorge assez de jeune dont l'âge varie de 30 à 50 ans » (Entretien réalisé en 2018).

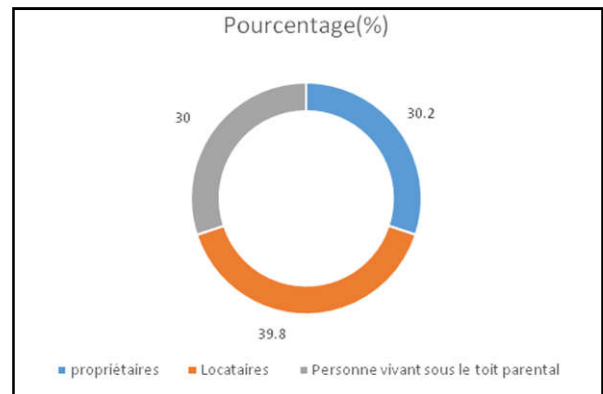
Ces propos illustrent le profil jeune de la population d'Abobo précisément celle de Bocabo. Ainsi, on a affaire à des individus foncièrement majeurs et responsables et, nécessairement conscients de leurs conditions de vie et potentiellement capables de réagir à leur besoins et situations.

Statut du résident

Sur la figure 2, on observe que soit 30,2 % de personnes sont propriétaires immobiliers contre 39,8 individus sont simplement des locataires. Par ailleurs, 30% sont les personnes

qui vivent en famille dans un domicile parental. Les propos qui suivent de D.M., un chef de ménage le confirment:

« Ici dans le quartier, il y a plusieurs catégories d'habitants. Ceux qui sont propriétaires de leurs maisons, d'autres sont en familles et certains des locataires » (Entretien réalisé en 2018).



Source : enquête de terrain, 2018

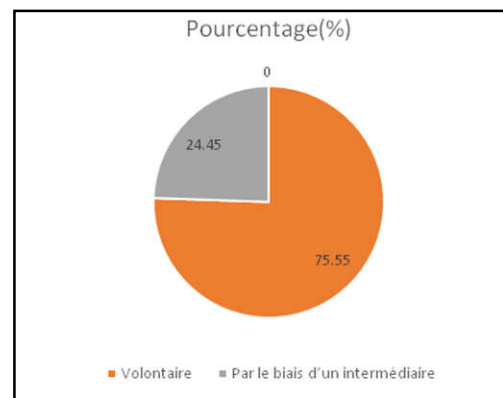
Figure 2. Répartition des enquêtés selon leur statut de résidence

Dans la même veine B.C., une femme de ménage renchérit en ces termes:

« ...Les locataires sont plus nombreux que ceux qui habitent dans leurs propres maisons et que ceux qui habitent chez leurs parents » (Entretien réalisé en 2018).

De là, il ressort que bien des différences existent entre les individus interviewés. Ces différences marquent le caractère hétérogène et varié de la population.

Les raisons liées à l'installation des populations sur le site



Source enquête de terrain, 2018

Figure 3. Répartition des enquêtés selon la raison de leur arrive

De la Figure 3, on note que 75, 55% de l'échantillon de la population déclare être arrivé sur le site de leur propre chef contre 24, 45 par le biais d'un intermédiaire. Cette réalité est décrite dans les déclarations de R.T une femme de ménage en ces termes:

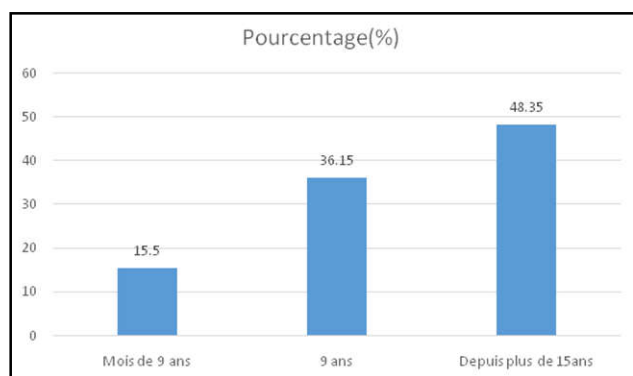
« Mon arrivée ici (Bocabo) s'est fait par un ami qui habite le même quartier. Celui-ci m'a convaincu à cause des prix bas du loyer » (Entretien réalisé en 2018).

Dans la même lancée, M.K., un chef de ménage ajoute:

« La présence de plusieurs personnes s'est fait par intermédiaire, puisque l'on se fait une mauvaise idée d'Abobo. Mais certaines personnes sont attirées par d'autres déjà sur le lieu » (Entretien réalisé en 2018).

Ces propos révèlent que c'est plus par le biais de quelqu'un que la plupart des personnes résident dans le site d'Abobo. Cela s'explique mieux par le fait que la commune d'Abobo a une mauvaise renommée, celle de commune non sécurisée.

Durée de résidence



Source : enquête de terrain, 2018

Figure 4. Répartition des enquêtés selon leur durée de résidence

La figure 4 montre que la durée moyenne de présence sur le champ d'étude est de 15ans et plus. Cela est précisé dans les propos de B.F., chef de ménage en ces termes:

« Les gens viennent à Abobo pour se réaliser et économiser en vue d'avoir assez d'argent pour habiter dans des zones plus sécurisées » (Entretien réalisé en 2018).

Un autre chef de ménage, B.K., renchérit:

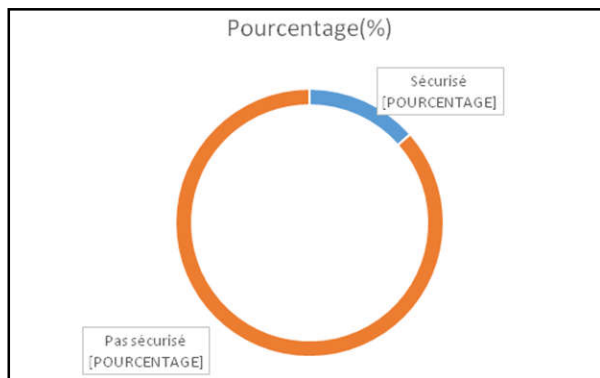
« ...Abobo est une commune de passage pour beaucoup d'entre nous. On ne vient pas ici pour s'éterniser à cause des conditions de sécurité et l'aspect de l'environnement » (Entretien réalisé en 2018).

Par-là, il ressort que la commune d'Abobo se présente comme un lieu d'hébergement temporaire pour les populations qui s'installent. Cette population finit par migrer vers d'autres communes pour des raisons telles que la sécurité.

Risques socio-environnementaux

Risques sociaux

La sécurité



Source : enquête de terrain, 2018

Figure 5. Classification des enquêtés selon leur avis sur la sécurité

Selon la figure 5 ci-dessus, 85, 50% des personnes fustigent les conditions sécuritaires médiocres. Pour ce faire, les déclarations de K.B., chef de ménage exposent cette réalité en parlant de la sécurité en ces termes:

« ...Des patrouilles inopinées des forces armées se font mais pas dans la nuit et à des intervalles de temps de moins en moins réguliers. Les bandits profitent pour attaquer entre temps » (Entretien réalisé en 2018).

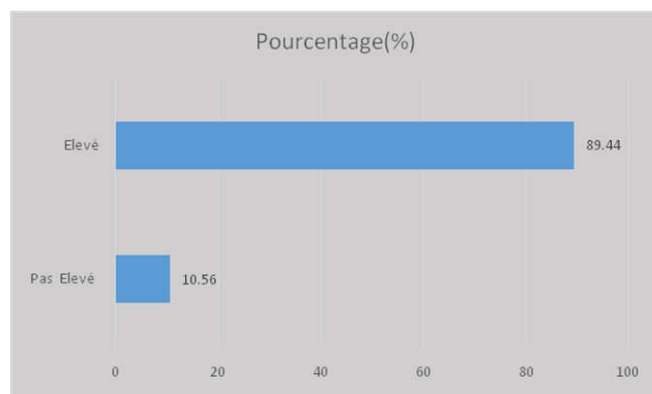
» (Entretien réalisé en 2018).

Dans la même veine, R.T., une ménagère déclare en ces termes:

« Le site n'est pas éclairé ou à tout le moins ne l'est pas suffisamment et la qualité du courant qui parvient dans les ménages est mauvaise. On parle même de courant parallèle ou bana-bana. L'obscurité favorise des agressions et vous avez peur quand vous sortez très tôt le matin » (Entretien réalisé en 2018).

De ce qui précède, il ressort que les conditions de sécurité défectueuses sont à la base de la recrudescence des cas d'agression, de viol, de vol et d'autres délits dans le quartier Bocobo sont récurrents.

Coût du transport



Source: enquête de terrain, 2018

Figure 6. Répartition des enquêtés selon leur perception du coût du transport

La Figure 6 montre que 89,44% de la population trouvent que le coût du transport est élevé.

Cela s'exprime à travers les propos de N.V., un membre du comité de la jeunesse de Bocobo en ces termes:

« Le coût moyen de transport par habitant pour relier Abobo à Adjamé est de 650 fcsa aller-retour pour ceux qui travaillent à Adjamé. Et ça dépend de quel quartier d'Abobo tu te situes et où tu travail. C'est cher pour nous les pauvres » (Entretien réalisé en 2018).

Dans cette optique, D.I., un chef de ménage ajoute:

« Ce qui nous fait dépenser à Abobo est le transport que nous déboursions chaque jour à cause de la distance pour arriver au lieu de travail, puisque le quartier Bocobo est loin du centre d'Abobo » (Entretien réalisé en 2018).

De là, il ressort que le coût du transport élevé constitue une barrière pour les populations qui travaillent à Abobo comme en dehors. Puisque ces populations pour la plupart ne possèdent pas assez de moyens financiers.

Bien-être des populations

Au niveau social, les populations ne sont pas épanouies dans leur existence quotidienne. Les témoignages ci-dessous de D.J., président du quartier Bocabo expliquent ce fait en ces termes:

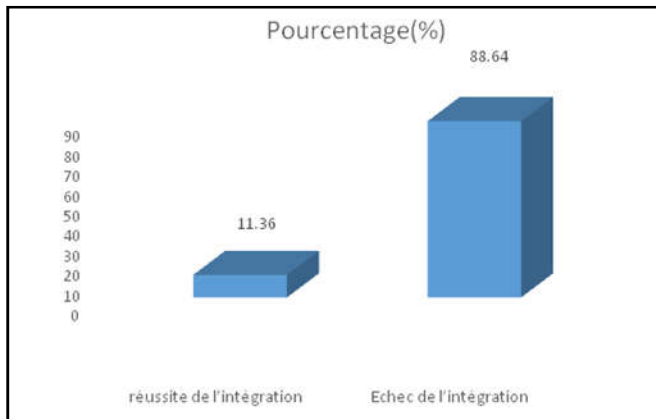
« L'accès à de l'eau potable courante est une difficulté pour les habitants. Ce qui donne souvent des maladies. Or, Il y a un hôpital public sur le site qui assure la couverture médicale, mais encore faut-il avoir les moyens... »

Dans la même veine, T.S., une ménagère ajoute:

« Dans la zone retenue il n'existe pas d'espace de jeux aménagés pour les enfants. Aussi, la plupart des habitants vivre mal à l'aise dans le quartier et ceux-ci ont l'intention de quitter le quartier dès que possible »

A ce niveau, la situation de Bocabo se présente en des termes plus ou moins dégradants et la population dans son ensemble le ressent. Pourtant, tout homme quelle que soit sa condition est toujours enclin au bien-être.

Intégration sociale



Source : enquête de terrain, 2018

Figure 7. Répartition des enquêtés selon leur avis sur l'intégration

Selon la Figure 7 ci-dessus, 88, 64 % des habitants de Bocabo ne se sentent pas socialement intégrés dans la commune d'Abobo d'abord et à Bocabo encore moins. Cela est relaté dans les propos du président du quartier Bocabo. D.J en ces termes :

« Nous ne bénéficions pas véritablement des services publics en matière de salubrité et d'assainissement. Nous sommes livrés à nous-mêmes » (Entretien réalisé en 2018).

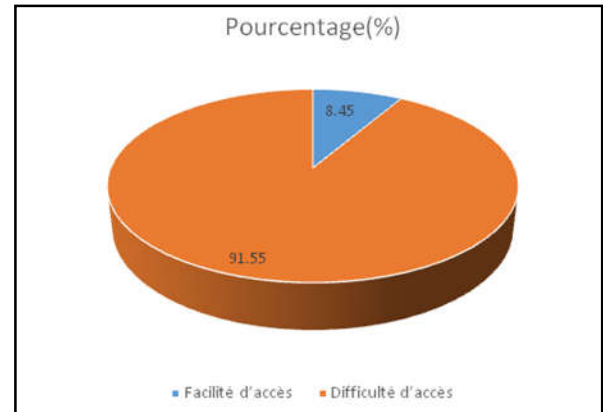
Dans la même veine, T.K., un chef de ménage déclare en ces termes:

« ...Les habitants des autres quartiers ont des préjugés négatifs sur les habitants d'Abobo en général et de Bocabo en particulier. Bocabo ne bénéficie pas de certains projets des autorités » (Entretien réalisé en 2018).

De là, il ressort que l'intégration est une sombre réalité mal vécu au quotidien par les populations de Bocabo. Ceux-ci sont d'ailleurs victimes de négligence, cela souvent à cause de jugements dépréciatifs par rapport à leur quartier de résidence.

Risques environnementaux

Accessibilité du site



Source: enquête, 2018

Figure 8. Répartition des enquêtés selon leur représentation de l'accès à leur quartier

La figure 8 montre que 91, 55% des populations se plaignent de l'inaccessibilité du site. Cela se vérifie dans les propos de B.N., un chef de ménage en ces termes:

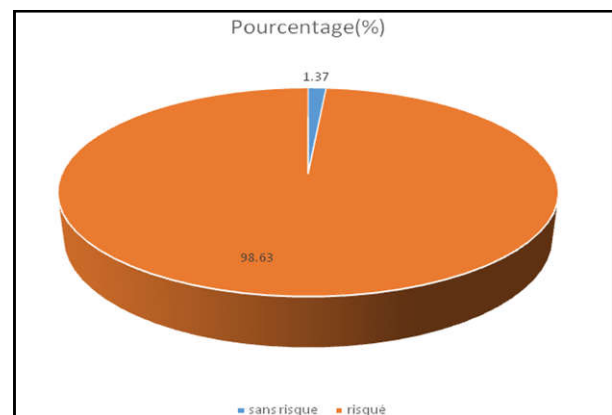
« Les voies d'accès au quartier ne sont pas praticables, la distance à parcourir pour emprunter un véhicule est assez longue, donc l'heure moyenne de réveil est de 6 h15mn pour être à l'heure au travail » (Entretien réalisé en 2018).

Dans la même optique, K.M., un chef de ménage renchérit:

« Il n'y a qu'une seule voie d'accès au quartier, la plupart des domiciles ont un seul accès » (Entretien réalisé en 2018).

De là, il ressort que les populations ont un accès pénible à leur quartier à cause de la distance et l'état de l'environnement. Cela rend difficile le déplacement de ces populations pour vaquer à leurs occupations.

Le niveau de dégradation de l'environnement



Source: enquête, 2018

Figure 9. Classification des enquêtés selon leur avis sur l'état de dégradation de l'environnement

Selon la figure 9, 98, 63 % de la population s'accorde sur le fait que l'environnement est à un niveau de dégradation avancé avec des risques probables. Les propos de D.J., le président des jeunes de Bocabo le confirment:

«... Avec les effets de la pluviométrie tels que les glissements de terrains, les inondations entraînent des risques de mort d'hommes, de maladies mortelles. De ce fait on peut avoir entre 0,10 m et 1,20m de niveau d'eau stagnante. Ajouté à cela, les rues du quartier de souvenir des plus anciens jusqu'aux plus nouveaux, n'ont jamais connues d'entretien» (Entretien réalisé en 2018).

Dans le même sillage, un chef de ménage fait les révélations suivantes:

« La salubrité à Bocabo est assurée par les services techniques de la mairie d'Abobo, mais cela se fait à des intervalles irréguliers et en plus la collecte n'est pas optimale. Ce qui pousse des gens à déverser leurs ordures dans les rues du quartier » (Entretien réalisé en 2018). De là, il ressort que l'environnement de Bocabo est dans un état déplorable puisque les habitants sont abandonnés à leur propre sort, que ce soit de la part de l'administration municipale ou même de l'initiative communautaire.

DISCUSSION

L'identification de l'enquête et les facteurs socio-économiques liés à la présence des populations sur le site feront l'objet de la discussion.

Présentation de l'enquête

L'âge des enquêtés montre qu'il y a une majorité de jeunes résidents dans le quartier de Bocabo sis à Abobo, avec une tranche d'âge comprise en moyenne entre 30 et 40 ans. Cela s'explique par le fait que les jeunes sont les plus nombreux à rechercher une situation stable. Pour ce faire, la commune d'Abobo est le lieu le mieux indiqué et la première étape pour commencer à économiser en vue de pouvoir s'installer dans d'autres endroits moins dangereux et plus luxueux. Le statut de résident porte en valeur maximale le nombre de locataires par rapport aux autres caractéristiques de résidents. Cette réalité démontre que le type de personnes qui habitent le quartier Bocabo provient d'autres endroits, puisque ceux-ci ne sont pas des propriétaires ou n'habitent pas dans des maisons de leurs parents. Cela rejoint l'idée qui présente la commune d'Abobo comme une commune de passage pour la plupart des personnes qui y logent. Ainsi, la résidence en un lieu est basée sur une raison précise. Selon A. Fortin et al (2002, P.302), une personne choisira son lieu de résidence, non pas en fonction de la demeure comme telle, mais parce qu'elle aime le secteur. L'arrivée sur le site des personnes se fait toujours par l'intermédiaire d'un proche ou d'un ami qui habite dans la zone d'Abobo. Puisque, Abobo a une réputation qui est ternie dans la mesure où elle est présentée comme une commune qui héberge la plupart des grands délinquants d'Abidjan. Dans une autre perspective, la motivation de l'arrivée dans un lieu est abordé dans une étude réalisée en Belgique par J. Rémy (1967, P.494) qui montre que le choix de l'installation dans un lieu serait plus influencé par la proximité de la famille. La longue durée de résidence détermine le temps maximum pour pouvoir rassembler assez d'argent en vue de reconstruire sa vie dans un autre endroit plus paisible et avec de meilleures commodités.

De ce qui précède, la présentation de l'enquête explique les caractéristiques des populations du site de référence. Partant de là, l'analyse des facteurs socio-économiques permettra la compréhension des raisons qui sous-tendent la présence d'habitants dans des zones d'aménagement extensif à risques socio-environnementaux.

Les facteurs socio-économiques liés à la présence des populations: Les résultats de l'étude menée à Abobo Bocabo ont clairement démontré que le site qui l'a abritée ne présente aucune caractéristique d'un quartier planifié et que la vie qui en résulte est de moins en moins sécurisante tant au niveau matériel que psychologique. Cependant, la destination de Bocabo à Abobo reste prisée par les populations. Le statut économique des ménages, les considérations socioculturelles et les facteurs psychologiques expliquent les raisons qui poussent les populations vers ce quartier.

Le statut économique des ménages: D'emblée, la raison de la présence des populations sur le site de référence est stratégiquement économique. Ces personnes privilégient le rapport du lieu d'habitation au pouvoir d'achat eu égard au coût des services et des biens de consommation. En fait le revenu bas est l'argument prétexté et il est à la base des conduites économes qui se répercutent dans plusieurs faits. D'emblée, les habitants d'Abobo de Bocabo derrière-rail estiment que la vie y est très moins chère en l'occurrence les denrées alimentaires sur les différents marchés, les biens de consommation de première nécessité qui sont très demandés et qui constituent l'essentiel de l'alimentation ont des coûts jugés bas et par conséquent accessibles à tous en ces lieux. La décision est pour ces gens de résider là-bas pourvu qu'ils mangent à leur faim. Ainsi, les conditions socio-économiques des populations peuvent être perçues à travers un certain nombre de facteurs de bien être dont une alimentation suffisante (S.Yonkeu, 2003, P.1).

Ensuite, ces populations affirment sans détour que le coût des services en tout genre y est plus bas. Cela concerne principalement les réparations, les installations, les employés domestiques, les vidanges de fosses communes, la scolarité et les frais annexes, les services du secteur informel et la main d'œuvre y afférant, etc. Tous ces services par leurs coûts bas permettent aux habitants de pouvoir les assurer tout en maintenant un équilibre social et financier, mais surtout sans s'endetter. La proximité du lieu de travail est un des motifs avancés pour résider selon certains à Bocabo derrière-rail. Dans la pratique, ce quartier se trouve à une distance relativement courte des quartiers huppés de Cocody-Angré et Deux-Plateaux où la majorité de ces personnes exerce une activité soit d'employé de maison, ou artisanale. Du fait de la réduction de la distance ces personnes dépensent peu ou pas du tout pour se rendre sur leur lieu de travail, ce qui pour eux constitue un important avantage économique. Ce fait est associé au coût de transport qui est jugé bas par certains habitants. Par contre, les rapports GEO-3 et GEO-4 du Programme des Nations Unies pour l'Environnement démontrent et confirment que l'extension urbaine est source de parcours de longue distance et très souvent d'obligation de possession de véhicule personnel. Cette caractéristique qui s'impose aux habitants des banlieues induit dans leur conduite l'utilisation excessive de la vitesse qui n'est pas sans risques. Ces rapports mettent donc l'accent sur les risques d'accidents mortels encourus en relation avec le fait d'arriver à l'heure au centre-ville ou l'empressement de rentrer chez soi. Ceci

montre qu'être exempté de frais de transport est positif. Or, du fait de sa situation géographique la zone se trouve dans la commune d'Abobo où le coût de transport est en général peu élevé du fait de la présence de beaucoup de véhicules de transport de masse, de plusieurs lignes différentes, mais le clou est que les véhiculent y sont vieillissants et pour la plupart du temps pas en règle. Cela fait que les transporteurs n'ont pas la possibilité d'élever les prix des courses ou que les usagers eux-mêmes refusent de payer cher.

Le coût peu élevé du loyer se pose aussi comme un atout adulé par les interviewés de l'enquête. Parmi toutes les communes d'Abidjan, Abobo est la commune où le m² de terrain coûte le moins cher possible. Ce fait a évidemment une répercussion immédiate sur le coût du loyer qui se trouve fortement abordable pour nombre des riverains du quartier. Plus de 60% des répondants ont affirmé ne pas payer plus de 25 000f de loyer pour une maison de 2 ou 3 pièces ; ce qui n'est pas possible dans d'autres zones mieux nanties de ladite commune. Et en plus la zone d'étude se trouve être un village rattrapé par la ville, de ce fait les maisons construites sont à majorité de bas standing et par conséquent le loyer s'en trouve très bas, abordable par les populations qui s'y aventurent massivement. Ainsi, un habitat moins coûteux permet de faire des économies qui serviront sans doute à d'autres fins. A cet effet, S. Fauchoux et al (2014, p.6) précise que les ménages déjà fragilisés par le manque de ressources économiques peuvent, sous l'effet d'un accident de la vie (une séparation conjugale, des difficultés professionnelles ou un problème de santé...), rapidement basculer et s'ancrer dans la précarité. Sans doute le loyer, la nourriture et le transport sont les trois rubriques budgétivores des finances de tous les ménages. Si habiter à Bocobo permet considérablement de réduire ces dépenses, c'est une aubaine qui vaut le coup. Pour eux, ce n'est pas négligeable, c'est même bon. Au travers de cette analyse, on déduit une hiérarchie des besoins qui place l'alimentation en première position. Ceci dit, le manger, le transport, le loyer par leur coût abordable entraînent des milliers de personnes à aménager dans le quartier de Bocobo derrière-rail où existent des risques socio-environnementaux. Le statut économique explique en partie cette présence en ces lieux. Pour corroborer cela, selon les études de la Banque Mondiale, plus de la moitié des habitants du monde vit avec moins d'un dollar par jour.

Les considérations socioculturelles

La vie en société est la résultante de plusieurs facteurs associés. Des valeurs sociales et culturelles s'entrechoquent pour définir le quotidien des hommes et des groupes sociaux. Partant de là, l'étude a montré que la première raison sociale avancée est que les populations du site sont Ebrîé. Elles sont dans leur village, un espace naturel qui a subi peu de transformations volontaires à grande envergure. Ces populations pour la plupart se sentent dans leur environnement naturel avec tous les risques qu'elles en courent. Elles sont propriétaires ou héritières de terres ou de patrimoines traditionnels villageois ou coutumiers dont il n'est pas admissible de se défaire. Pour ces catégories sociales, ce site a une valeur sociale et culturelle importante qu'elles ne braderont pas. C'est la terre de leurs ancêtres, leurs morts y sont enterrés, ces villageois ne les abandonneront pour aucune raison. Certaines personnes le pensent et gèrent leur conduite en conséquence. De ce fait, il est plus facile pour eux de souffrir le martyre de la nature que celui de la coutume, celui

des traditions et des cultures locales. A ce sujet, D. Mcentire et C. Fuller (2002, P.134) soulignent également le rôle de certaines attitudes culturelles. Selon eux, la vulnérabilité sociale est sans doute un des facteurs qui contribue le plus à augmenter les conséquences d'une catastrophe naturelle, notamment dans les pays du Sud. Aussi, ce problème est couplé avec le manque de logement à Abidjan qui lui est très criard ces dernières années à causes des fortes migrations et démolitions d'habitats précaires. Les nouveaux citadins qui arrivent en ville trouvent les centres-villes déjà saturés et n'ont d'autre option que d'aller sur la périphérie qui leur offre moins de commodités en raison de son retard en aménagement. Le manque de logement est souligné par C. Soumahoro (1997, P.526) qui précise qu'en 1980, face à la diminution des financements extérieurs et au désengagement de l'État, la production de logements s'arrêta.

Un autre fait essentiel qui explique la présence de personnes dans cette zone à risque est que posséder un bien immobilier dans la société ivoirienne un signe éminent de réussite sociale, il témoigne de ne pas avoir vécu et enduré ses souffrances durant sa vie en vain. Le bien immobilier revêt ainsi une valeur sociale suffisamment importante. De plus, la possession d'un tel bien requiert plus de valeur si tant est que celui-ci se trouve à Abidjan la métropole. Si l'on se réfère à la caractéristique d'Abobo qui offre plus de facilité dans les services informels, la possibilité de bâtir ou d'acquérir un bien immobilier devient accessible à bon nombre de personnes. Et ces derniers s'attachent solidement à ce bien tant il est prisé et ce quel que soit le lieu où il se trouve. Les chefs de ménages propriétaires de maison ne sont pas prêts à envisager la possibilité de mettre leur bien en location sous prétexte que le quartier n'est pas aisé. Puisque, les quartiers précaires et pauvres semblent ainsi bien être un agrégat concentré de tous les maux urbains. En effet, les habitants des quartiers précaires sont fortement stigmatisés par leur pauvreté et leur appartenance à un quartier déshérité et ceux-ci sont soumis aux différentes formes d'insécurité (F. Roubaud et J-M. Wachsberger, P.95). Malgré cela, c'est l'occasion pour eux de mieux prendre soin de ce qu'ils ont de plus cher que ne le feraient des locataires qui ne seraient pas minutieux quant à l'entretien au quotidien de la maison. Avec eux, le dicton « on n'est jamais mieux que chez soi » prend tout son sens. A posteriori, on peut voir que des facteurs socioculturels sont à l'œuvre pour éclairer le choix de résidence des participants de l'étude. De la propriété immobilière à l'observation des coutumes en passant par les contraintes situationnelles, les riverains justifient leur choix qui, en conséquence réagit sur leur mode de vie qui laisse entrevoir une qualité de vie typique de ces lieux (quartiers précaires). De ce qui précède, il ressort que chaque quartier précaire à ses propres dynamiques sociales. À cet effet, J. Véron (2006, p. 81) note que l'univers des bidonvilles est plus divers qu'on ne pourrait le croire.

Les facteurs psychologiques

La vie est une suite de situations qui imposent de faire des choix et celle à Bocobo derrière-rail nécessite une plus grande disposition. Ainsi, pour y habiter les populations mobilisent des ressources psychologiques particulières. L'étude a montré que les ressources psychologiques diffèrent en fonction des habitudes des groupes. Le premier état d'esprit des riverains de Bocobo qui permet de vivre les réalités dites est lié à l'âge des habitants. Les jeunes hommes de la cible de l'étude âgés de 30 à 40 ans environ se sentent totalement et pleinement virils,

vigoureux et suffisamment forts et donc capables de se défendre tous seuls quelques soit la situation. Pour eux, les problèmes liés à la sécurité, à l'éloignement et à l'impraticabilité des accès n'ont aucune influence sur leur mode de vie et leurs habitudes quotidiennes. Psychologiquement, cette classe minimise à l'extrême ces conditions, ce qui leur permet de vivre tranquille. Ils bravent ces difficultés par leurs aptitudes physiques et mentales. Cette catégorie de personne habituellement côtoie les délinquants responsables des méfaits et banditisme du quartier. Ils ont ainsi l'assurance d'aller et venir sans risque d'être inquiétés et ce à n'importe quelle heure de la journée. Ce fait constitue pour eux un avantage conséquent. C'est ce que J-M. Wachsberger (2009, P.15) révèle en affirmant que l'insertion socio-relationnelle est une source essentielle. En effet, les quartiers pauvres sont aussi des espaces dans lesquels les individus ont des amis, cette présence étant encore plus fortement liée à la volonté de rester dans le quartier. Ainsi, le degré de confiance dans la possibilité de recevoir une aide des amis ou voisins est un déterminant de l'attachement au quartier.

Au-delà des riverains villageois originaires de Bocabo, une autre frange de la population vivant sur le site présente une vision toute autre de sa situation. En fait, certaines personnes se sentent satisfaites aux conditions de vie auxquelles ils sont soumis. Pour eux, la satisfaction est plus spirituelle que matérielle et en plus leur situation géographique est aussi un atout. Ces personnes dans leur conception de la vie abandonnent leur sort à la providence divine et considèrent ce qu'elles vivent comme la volonté souveraine de Dieu, volonté à laquelle elles ne peuvent rien changer. En somme, d'autres se résignent face à cette situation. Après avoir essayé de s'en tirer par les moyens en leur possession, ils n'ont pas pu y parvenir. Cela traduit l'emploi de leur vulnérabilité et la résilience face à celle-ci est faible. Ainsi, ils se sont adaptés aux conditions de vie sur le site qu'ils considèrent maintenant comme normales. Pour eux, tout ce qui a été donné en observation est du domaine habituel, quotidien. C'est un épiphénomène qui à la limite ne mérite plus d'attention particulière. D'après leur expression clé: « c'est rien » et donc il n'y a pas de souci à se faire. L'acceptation de la situation est pour eux gage de vie harmonieuse et paisible fusse-t-elle dans le bien-être ou pas. De ce qui précède, on voit que les populations développent une psychologie particulière capable de leur faire accepter la situation vécue, de la supporter, mieux de s'y adapter et de s'y sentir à l'aise. Ces populations affluent et demeurent en ces lieux puisse qu'elles parviennent au fil du temps à minimiser leurs problèmes qui par la foi, qui par le courage et l'insouciance, qui par la résignation. A cet effet, O. Lewis (1972, p.11) a montré comment pouvait se développer une culture de la pauvreté qu'il définit comme une adaptation et une réaction des pauvres à leur position marginale dans une société capitaliste stratifiée par classes et fortement individualisée. En effet, cette culture traduit un effort pour faire face au désespoir et à la détresse face au constat de l'impossibilité d'atteindre les buts valorisés par la société.

Conclusion

En Côte d'Ivoire, les villes croissent de façon exponentielle en propension et en extension plongeant ainsi des milliers de populations dans des conditions de vie de moins en moins bonnes. C'est le cas à Abobo Bocabo derrière-rail où plusieurs âmes vivent dans des conditions extrêmes au quotidien. Pour rendre les résultats de cette étude plus objectifs, nous avons eu

recours à des outils de collectes de données, une méthode et une théorie d'analyse. Les résultats obtenus se déclinent en deux points clés à savoir: l'identification des enquêtés et les risques socio-environnementaux. En ce qui concerne l'identification des enquêtés, il faut savoir que l'âge, le statut de résidence, la durée de résidence, la cause de l'arrivée sur le site sont les composantes. Par ailleurs, pour ce qui est des risques socio-environnementaux, ils regroupent l'intégration sociale, l'insalubrité, l'inaccessibilité du site, l'insécurité, le coût du transport et le bien-être. Tous ces facteurs associés aux risques traduisent l'insatisfaction des habitants dans les zones d'aménagement extensif. C'est dire qu'à Bocabo moins d'éléments indispensables au bien-être sont présents et variés, moins ils conduisent au bien-être. Cela entraîne des malaises et des pathologies chez les populations qui, malgré tout sont enclines à rester sur un tel site. Cependant, les populations ont une notion suffisante de la qualité de vie, du risque et du danger qu'ils encourent dans ladite zone mais s'y maintiennent paradoxalement, et ce, pour trois raisons qui se résument dans les avantages socio-économiques à savoir: le statut économique des ménages, le coût du logement, les considérations socioculturelles des riverains de la zone et la condition psychologique des populations. Tous ces constats sont les éléments sous-jacents qui dérivent de manière globale de la gouvernance urbaine. Cette gouvernance doit véritablement tenir compte du rôle, du pouvoir de chaque acteur, sa participation dans la gestion de la ville. Ainsi, dans le Plan d'Urbanisme Directeur (PUD) de la ville d'Abidjan, l'Etat ivoirien doit promouvoir la gestion intrégrée, inclusive et participative.

REFERENCES

- AMANDINE Henry, 2009, Centralisation, décentralisation et accès aux services urbains: le cas de l'enlèvement des ordures ménagères à Abidjan, *journals.openedition..*
- DIBY Kouakou Martin, 2018, Pauvreté urbaine et émergence d'initiatives économiques informelles de survie à Abobo, une commune de l'espace périphérique nord d'Abidjan en Côte d'Ivoire, *Revue Canadienne de Géographie Tropicale*, ISSN: 2292-4108 Vol. 5 (1): 30-38 <http://laurentian.ca/cjtg>.
- DIBY, Kouakou Martin., 2009. Dynamique d'urbanisation de l'espace périphérique nord de la ville d'Abidjan : le cas de la commune d'Abobo, Thèse unique de doctorat, Abidjan, Université de Cocody, Département de géographie.
- DONGO Kouassi, KOUAME Fernand Koffi, KONE Brama, BIEM Jean, TANNER Marcel et Cisse Guéladio, 2008, Analyse de la situation de l'environnement sanitaire des quartiers défavorisés dans le tissu urbain de Yopougon à Abidjan, Côte d'Ivoire, *Vertigo la revue électronique en sciences de l'environnement*, Volume 8 Numéro 3: <http://journals.openedition.org/vertigo/6252> ; DOI : 10.4000/vertigo.6252.
- FAUCHEUX Sarah -Leroy, KERTUDO Pauline, PETIT Clémence et VAN HILLE Julien, 2014, Les ménages "aux portes du logement", *Recherche sociale*, [Cairn.info/revue-recherche-socia](http:// Cairn.info/revue-recherche-socia) (N° 212), DOI : 10.3917/recsoc.212.0006. URL : <https://www.e-2014-4-page-6.htm>.
- FORTIN Andrée, DESPRÉS Carole, et VACHON Geneviève, 2002, *La banlieue revisitée*, Montréal, Édition nota bene.
- KAMENAN Marcel Brou, 2015, Croissance urbaine et risques naturels en milieu de montagne : l'exemple de Man (Côte d'Ivoire), HAL, Archives ouvertes, <https://hal-ens-lyon.archives-ouvertes.fr/tel-01547571>.

- KINAKPEFAN Michel Traore, 2016. Analyse des vulnérabilités de la ville côtière de San-Pedro (sud-ouest de la côte d'Ivoire). Environnement et Société.
- LEIMDORFER François, COURET Dominique, N'GUESSAN Jérémie Kouadio, SOUMAHORO Christelle et TERRIER Christine, 2002, Nommer les quartiers d'Abidjan. PP 233- 255.
- LEWIS Oscar, 1970, La Vida. Une famille porto-ricaine dans une culture de pauvreté : San Juan et New York, Revue française de sociologie. Paris.
- MCENTIRE David., FULLER Charles, 2002, The need for a holistic theoretical approach: an examination from the El Nino disasters in Peru in Disaster Prevention and Management, Volume 11, pp. 128-140.
- N'GUESSAN Aloko Jerome, DIALLO Amadou et MOTCHO Kokou Henri, 2010, Villes et Organisation de l'espace en Afrique, Karthala, ISBN :978-2-8111-0339-2.
- PARENTEAU René et CHARBONNEAU François, 1992, Abidjan : une politique de l'habitat au service du plan urbain. Cahiers de géographie du Québec, pp 415-437. <https://doi.org/10.7202/022293ar>.
- PETEMANAGNAN Jean-Marie Ouattara, ASSAMOI Béatrice Ama, MESSOU Aman, DIOMANDE Dramane, et COULIBALY Lacina, 2017, Etat de l'assainissement dans les zones défavorisées: cas des quartiers précaires d'Abobo (Abidjan, Côte d'Ivoire), International Journal of Innovation and Applied Studies, vol. 19, no 2.
- RÉMY Jean, 1967, Persistance de la famille étendue dans un milieu industriel et urbain, Paris, Revue française de sociologie, Vol. 8, No. 4, p. 493-505.
- ROUBAUD, François et WACHSBERGER Jean-Michel, 2006, Les quartiers pauvres contre la démocratie? Le cas d'Antananarivo, Madagascar, Afrique contemporaine, no 4, pp. 65-96.
- SOMMER Kerstin, GUIEBO Joseph, VIGNOL Raphaëlle, MARECHAL Nicolas, SUBLET Matthieu et KURIA Florence, 2012, Côte d'Ivoire :profil urbain d'Abidjan, Nairobi, ONU-Habitat, ISBN : 978-92-1-132023-7.
- SOUMAHORO Christelle, 1997, Modèle et types d'habitat à loyers modérés à Abidjan: l'Etat propose, les habitants et les constructeurs disposent. Horizon .documentation.
- VERON Jacques, 2006, L'urbanisation du monde, Collection Repères, Éditions La découverte, Paris.
- WACHSBERGER Jean-Michel, 2009, Les quartiers pauvres à Antananarivo: trappe à pauvreté ou support des individus?. Autrepart-revue de sciences sociales au Sud, no 51, pp. 79-100.
- YONKEU Samuel, MAIGA Hama, WETHE Joseph, MAMPOUYA, Moïse, 2003, Conditions socio-économiques des populations et risques de maladies :Le bassin versant du barrage de Yitenga au Burkina Faso, Vertigo, la revue électronique en sciences de l'environnement, Volume 4 Numéro 1, URL : <http://journals.openedition.org/vertigo/4778> ; DOI : 10.4000/vertigo.4778
